

ÉCONOMIE **décryptage d'un succès****Pourquoi l'e-commerce ne connaît pas la crise**

Les 194 millions de transactions en ligne, au second trimestre, confirment l'irrésistible montée en puissance du commerce en ligne.



Dans un entrepôt du site vente-privée.com. Selon son cofondateur, Xavier Court, les mobiles génèrent 75 % du trafic. Photo archives AFP

La crise persiste, mais le commerce en ligne n'en finit plus de prospérer. Hier, la Fedev, fédération du commerce en ligne, présentait son bilan du second trimestre de l'année. Encore une fois, tous les voyants sont au vert : + 16 % de croissance, un chiffre d'affaires de 15,5 milliards d'euros, 194 millions de transactions réalisées (+20%) et un panier moyen qui se stabilise à 79 euros. Mieux, en 2014 la croissance du secteur avait été de 13,5 % et en 2013 de 13,5 %.

Derrière ces statistiques se cache une révolution des modes de consommation, portée par la digitalisation.

Le m-commerce change la donne

L'ordinateur reste le terminal d'achat privilégié, mais le m-commerce – achat via les smartphones et les tablettes – progresse, au point de représenter presque 10 % du chiffre d'affaires en ligne. Conséquence, le marketing est désormais pensé pour les applications mobiles, puis adapté pour les ordinateurs. Une révolution dans la révolution.

Les clients profilés

Hyperconnectés, les clients sont plus finement « profilés » : partage des bases de données, géolocalisation, push et exploitation des historiques de navigation sont les nouveaux dogmes du marketing. Le web nous permet à la fois

d'élargir l'offre et de la personnaliser », explique Nathalie Balla, dirigeante de La Redoute. La Redoute y croit tellement qu'elle a abandonné cette année son sacro-saint catalogue pour mieux se redéployer sur le web.

L'essor du modèle collaboratif

Le web crée aussi ses propres modèles. L'économie collaborative, par exemple. Selon Mediametrie, le site de covoiturage BlaBlaCar est le 4^e site d'e-commerce le plus visité de France, avec 1,6 million de visiteurs uniques chaque mois. Selon Mediametrie encore, 15 % des internautes ont déjà fait du covoiturage, 11 % déclarent avoir déjà acheté auprès d'un producteur et 6 % avoir échangé un logement avec un particulier.

La digitalisation des magasins

D'abord bousculés par le boom du numérique, les magasins sont de plus en plus connectés. Bornes interactives, puces RFID, casques Oculus Rift et même robots vendeurs sont les stars du salon iCommerce, qui se tient jusqu'à demain à Paris. Seul trouble-fête, le « showrunning ». Ou l'art, pour des clients indicatifs de venir en magasin voir, essayer et se faire conseiller... avant d'acheter sur internet chez un concurrent.

Ryad BENADIJI.

RELIGION **messes et diplomatie****Après Cuba, le Pape à Washington**

Le pape François s'est rendu hier à Holguin, un des foyers les plus anciens du christianisme, région natale des frères Castro, opérant une plongée dans le Cuba rural à la veille de son départ pour les États-Unis.

Hier, plusieurs heures avant la messe matinale, la place était déjà remplie de fidèles. « On est venu de loin parce qu'on l'aime, pour tout ce qu'il a fait pour la paix et pour Cuba », déclarait Noreales Mendoza, un vigile de 45 ans qui a passé neuf heures sur la route pour venir de Guantanamo, dans l'extrême ouest.

« François est un missionnaire et maintenant il va aller aux États-Unis, il veut unifier les deux peuples », assurait de son côté Carlos Berjano, arrivé de la province voisine de Granma, au sujet du rapprochement cubano-américain en cours et de cette tournée papale à Cuba et aux États-Unis. Dimanche, l'air fatigué, souffrant visiblement de la chaleur moite, François avait multiplié à la Havane les rencontres avec les fidèles, les religieux, les jeunes, le président Raúl Castro... et son frère aîné Fidel.

Pas de rencontre avec les dissidents cubains

Depuis son arrivée à Cuba, le pape François s'est bien gardé de froisser les autorités locales, sa visite étant axée sur le dialogue avec pour toile de fond le dégel entre la Havane et Washington. Certains milieux de l'opposition déplorent que le pape, comme Benoît XVI avant lui, n'ait pas accepté de rencontrer une délégation de dissidents.



Bain de foule à Holguin après la messe. Photo AFP

Le porte-parole du Saint-Siège, le père Federico Lombardi, a confié dimanche soir que le Vatican avait établi des contacts avec certains dissidents et leur avait fait part de l'intérêt que le pape leur portait, mais qu'aucune rencontre n'avait pu avoir lieu.

François quittera ce matin Santiago de Cuba après une messe finale, à destination de Washington, aux États-Unis. D'importants rendez-vous l'attendent, au Congrès, à la Maison Blanche et devant les Nations unies, puis il achèvera cette tournée par une rencontre mondiale des familles à Philadelphie. Outre ces visites très officielles, il prévoit d'aborder d'autres thèmes, en rencontrant notamment des « sans-abri » à Washington, des familles immigrées d'Harlem, à New York, ou encore des détenus à Philadelphie.

Informations générales

GRÈCE

après la victoire de syriza aux législatives dimanche

Les braves des Européens à Tsipras avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur : l'application des mesures d'austérité acceptées à contrecœur par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.

À croire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous saisi hier la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas que l'avenir soit sans nuage.

Pragmatisme oblige

Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le Letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat avec le gouvernement grec ».

Le pragmatisme commande : les chefs d'État et de gouvernement européens entendent la légitimité renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allégué des éléments plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'Alliance populaire rallié par l'ancien ministre de l'Économie Yanis Varoufakis.

En attendant la dette

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Mémoire d'août de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas », déclarait Alexis Tsipras, l'encore de sa signature à peine sèche... Il a dit durant la campagne son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de

la chancelière allemande a hier été clair : l'accord « reste totalement valable ».

L'ambiguïté ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Mémoire d'août conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (17 % du Produit intérieur brut), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

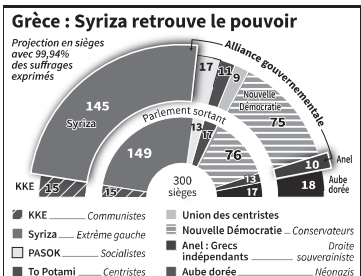
La gauche ragaille-t-elle ?

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui dimanche soir François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans sa bataille pour la « réorientation » de l'Europe plus à gauche – avec sa propre réélection en ligne de mire. Le message grec a déjà été entendu au Portugal, qui renouvelle son Parlement le 4 octobre, et en Espagne où Podemos (gauche anti-austérité) espère imiter Syriza aux législatives de cet hiver.

Ce possible renforcement du camp de gauche, dans une Union nettement dominée par les conservateurs et libéraux de droite, interviendrait à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme de la zone euro, sur fond de reprise économique en pointille.

Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entraînée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le parlement européen, manière de fixer le cap.

F. B.



CRISE MIGRATOIRE

La Hongrie autorise les tirs contre les réfugiés

Le texte prévoit que les militaires et les policiers pourront utiliser des armes non-létales, c'est-à-dire n'entraînant pas la mort, dans les zones où a été déclaré l'état de crise due à une immigration massive.

La Hongrie semble prête à tout pour refouler les migrants qui se pressent à sa frontière. L'armée et la police sont désormais autorisées à ouvrir le feu avec des armes non létales contre les réfugiés à certaines conditions et dans la mesure où ceux-ci... ne sont pas mortels. Les armes sont précises : fusils à balles en caoutchouc, engins pyrotechniques, grenades lacrymogènes et fusils à filet.

Le texte, adopté hier par le Parlement hongrois à une large majorité (151 voix pour, 12 contre et 27 abstentions), complète une législation anti-migrants entrée en vigueur le 15 septembre. Outre les tirs, cette nouvelle loi entérine la possibilité de déployer massivement des militaires aux frontières, autorise l'armée à procéder à des contrôles d'identité et à la garde à vue de migrants. Elle permet en outre à la police de perquisitionner tout domicile privé ou des migrants sont soupçonnés de se trouver.

225 000 migrants en transit

À la veille d'un nouveau sommet européen consacré à la crise migratoire, mercredi à Bruxelles, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán durcit encore le ton face à ce qu'il considère comme un danger pour le continent et son mode de vie. Depuis le



Des militaires pourront être déployés massivement le long des frontières afin d'empêcher l'arrivée des réfugiés. Photo AFP

départements limitrophes de la Serbie, la Croatie, la Slovaquie et l'Autriche.

Le début de l'année, quelque 225 000 migrants ont transité par la Hongrie pour rejoindre l'ouest de l'Europe. Malgré la clôture barbelée érigée tout le long de la frontière avec la Serbie (pays non-membre de l'UE), plusieurs milliers de candidats à l'exil ont continué à entrer dans le pays au cours du week-end, principalement depuis la Croatie. Mais les autorités hongroises les ont reconduits à la frontière autrichienne.



Alexis Tsipras salue ses partisans dimanche soir, à Athènes. Photo AFP

QUESTIONS À

Yves Bertoncini
Directeur de l'Institut Jacques Delors

« Une bonne nouvelle pour l'Europe »

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de clore le psychodrame politique commencé avec son élection. Tsipras a maintenant un mandat pour rompre avec la Grèce des quarante dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le nepotisme. L'état trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe, car si le Mémoire d'août contient des mesures d'austérité, il soutient aussi des mesures de modernité.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de faire des réformes suffisamment crédibles afin de pouvoir retourner se financer sur les marchés.

L'Europe s'est divisée sur la Grèce, main-

tenant face aux réfugiés... Au risque d'un éclatement ?

On parlait il y a trente ans d'eurocrise, d'une Europe qui ne bougeait plus. Aujourd'hui, nous sommes dans l'eurocolosse : c'est une crise de croissance qui touche la colonne vertébrale, les fondamentaux : l'euro, la libre circulation... Cela pèse, sans rompre sur l'euro. Cela va peser sur les réfugiés, ça va faire mal, mais je pense qu'on évitera la rupture. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'État et de gouvernement jouant les pompiers de crise en crise, de sommet en sommet... La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité, mais surtout d'efficacité. L'Europe manque d'architectes.

Recueilli par Francis BROCHET

une nouvelle loi adoptée hier

Plusieurs campements sauvages démantelés à Calais

Près de 400 réfugiés, majoritairement des Syriens, ont été délogés hier, par les forces de l'ordre de leurs campements sauvages situés près du port de Calais. Cette opération a été motivée par une décision de justice. Une cinquantaine d'entre eux, sans solution de logement, a organisé un sit-in pour exprimer son refus de se rendre dans la « New Jungle », ou « campement de la Lande », qui abrite près de 3 000 migrants venus principalement d'Afrique de l'Est, d'Afghanistan et de Syrie.



Certains de ces campements avaient été installés en avril avant celui de la « New Jungle ». Photo AFP

EN BREF



L'aéroport Berlin-Brandebourg (BER) sera-t-il fini un jour ? Photo AFP

ALLEMAGNE

Le feuilleton de l'aéroport de Berlin

Les travaux du futur aéroport international de Berlin ont été suspendus hier à cause d'un tout trop lourd. Leur reprise dépendra d'inspections techniques qui ne sont pas encore commencées. L'impact de ce nouvel incident sur la date d'ouverture du bâtiment, fixée à fin 2017 avec déjà cinq ans de retard, n'est pas encore connu. Ce problème technique constitue le dernier épisode en date d'une saga qui consterne les Allemands depuis des années, à mesure que le budget de construction de l'aéroport Berlin-Brandebourg (BER) triplait par rapport aux projections initiales, de 1,7 à plus de 5 milliards d'euros.

MAROC

La brouille entre Rabat et Paris effacée

François Hollande et le roi Mohammed VI se sont employés à consolider la réconciliation franco-marocaine lors d'une visite de deux jours du président français à Tanger. M. Hollande a décollé de Tanger dimanche après deux journées durant lesquelles il a multiplié avec le souverain marocain, les signes d'amitié et de proximité. Le chef de l'État français a assuré avoir ouvert avec Mohammed VI « une nouvelle étape » du partenariat franco-marocain.

ROUMANIE

Le Premier ministre corrompu ?

Le Premier ministre roumain Victor Ponta était soumis hier à la double pression de la haute cour de justice, où une audience préliminaire aura lieu à la suite d'accusations de corruption portées contre lui, et du Parlement, où l'opposition va déposer une motion de censure. Ce social-démocrate est accusé de « faux en écriture », de « complicité d'évasion fiscale » et de « blanchiment » d'argent, soit 17 infractions dont la poursuite, pour des faits remontant à 2007-2011, quand il était avocat. Victor Ponta a jusqu'ici rejeté les appels à sa démission, clamant son innocence. Il ne s'est pas présenté hier à l'audience.

BURKINA FASO

Le projet de sortie de crise passe mal

Le projet de sortie de crise au Burkina Faso présenté par la médiation ouest-africaine suscitait hier l'indignation de la société civile et d'une partie de la population, opposées à l'amnistie des putschistes et à la participation de candidats pro-Compaoré aux prochaines élections. Elaboré à l'issue de trois jours de médiation-marathon à Ouagadougou, le projet d'accord sera soumis aujourd'hui au fort vert de la Cédéao lors d'un sommet extraordinaire à Abuja. Le texte propose le maintien des élections législatives et présidentielle au Burkina, au plus tard le 22 novembre – elles étaient initialement prévues le 11 octobre –, mais surtout la participation des candidats pro-Compaoré, invalidés ces derniers mois suite à une loi votée par l'Assemblée interimaire. C'était la principale revendication des auteurs du coup d'État militaire du 17 septembre.

SYRIE

Bombardement meurtrier à Alep

Une vingtaine de civils ont été tués hier par un nouveau bombardement de l'armée syrienne sur un quartier tenu par les rebelles dans la métropole d'Alep (nord), rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). D'après l'organisation, « un missile sol-sol » s'est abattu sur un quartier résidentiel de Chaar dans l'est de la ville. Les gens se sont alors attroupés [...] et l'armée a tiré des obus sur le même secteur ».